

ERIC HOBSBAWM. *LES ENJEUX DU XXI^e SIECLE, ENTRETIEN AVEC ANTONIO POLITO*. BRUXELLES, EDITIONS COMPLEXE, 2000, 200 P.

BOUDA ETEMAD. *LA POSSESSION DU MONDE, POIDS ET MESURES DE LA COLONISATION*. BRUXELLES, EDITIONS COMPLEXE, 2000, 352 P.

A quel prix, le désir d'éternité ?

On ne rappellera jamais suffisamment l'ampleur des dégâts que les idéologues organiques du monde dit occidental auront provoqué dans les sociétés de la planète depuis la fin du système des blocs. Leurs « certitudes » traduites en politiques menées d'une main de fer par les organisations « internationales » devenues l'outil chirurgical d'intervention de l'actuelle superpuissance dominante et de son système ultra-libéral ont provoqué des dislocations souvent irréversibles. L'échec patent des politiques dites « d'ajustement structurel » (qui ajuste quoi et au profit de qui ?), pour ne prendre que ce seul exemple, n'ont pas entraîné une remise en cause des méthodes et du système de la part des chantres de la globalisation américaine du monde. Au contraire, ces thuriféraires néolibéraux continuent inlassablement de produire un discours d'autosatisfaction accompagné d'incantations compassionnelles pour les « accidentés » de la « fin de l'Histoire » (Fukuyama).

C'est pourquoi il faut lire et relire la réflexion engagée par l'historien britannique (originaire d'Europe centrale) Eric Hobsbawm. Dans un livre d'entretiens avec Antonio Polito, éditorialiste du journal italien *La Repubblica*, Hobsbawm apporte dans cet ouvrage une réflexion qui vient compléter celle qu'il avait déjà engagée dans *L'Age des extrêmes, Histoire du court XX^e siècle* (cf. *REP*, n° 22, hiver 2000, p. 125-129).

Eric Hobsbawm va replacer les événements présentés aujourd'hui comme la conséquence d'une fatalité naturelle – et notamment ce qu'il est convenu de désigner par le terme « mondialisation » – dans le mouvement des processus historiques qui leur ont donné naissance. Par les approches comparatives et les mises en relations qu'il permet, l'éclairage historique donne aux

problèmes soulevés un relief que l'idéologie néolibérale avait quasiment effacé. La « fin de l'Histoire » de Fukuyama, « *docteur Pangloss des années quatre-vingt-dix* » et « *quelques autres [auxquels] nous sommes sans cesse confrontés* », reprend ainsi sa dimension initiale : celle d'un discours qui appartient à l'une des fractions du monde, celle d'Etats représentant une minorité privilégiée et arrogante face à une majorité en position d'infériorité dans un monde de plus en plus divisé et inégalitaire (p. 198). Ces « *deux mondes ne communiquent pas entre eux, car lorsqu'ils se rencontrent, ce que le monde pauvre peut voir du monde riche, c'est avant tout, et peut-être exclusivement, sa supériorité : l'affirmation des ses propres intérêts, sa richesse sa technologie et son pouvoir* ». Pour des idéologues comme Fukuyama et ses congénères « *la supériorité du monde riche exprime simplement son habileté à conduire de la meilleure manière possible les affaires humaines [...]; ils sont convaincus que les Occidentaux sont plus malins que les autres* ». Ce qui, ajoute Hobsbawm, « *est loin d'être évident, ainsi que le montrent les résultats tragiques des conseils occidentaux à la Russie post-soviétique* ». Même des « *universitaires et consultants honnêtes et intelligents semblent éprouver toutes les peines du monde à comprendre [...] les événements qui surviennent dans des environnements très différents des leurs et façonnés par des histoires et des cultures aussi diverses* ».

Eric Hobsbawm va examiner avec son interlocuteur plusieurs de ces clés absentes (perdues ou jetées) qui font qu'à l'heure actuelle, les deux franges de l'humanité « *ne peuvent plus ni se comprendre ni communiquer entre elles* ». Des Balkans à la mondialisation en passant par les organisations internationales, la politique américaine ou celle de l'Union européenne, événements et faits, problèmes et concepts sont reliés et situés dans leur filiation historique de telle manière que leur opacité apparente ira en s'effritant au fur et à mesure de l'entretien. La rigueur de la démarche d'Eric Hobsbawm est exemplaire et vient rappeler des évidences méthodologiques jetées aux orties par les idéologues. Ainsi, face aux interrogations d'Antonio Polito, l'historien se situe aux antipodes des poses idéologiques qui

se perdent dans les conjectures de politique-fiction et de recettes prêtes à fonctionner, ressasées par les Fukuyama, Huntington et autre Anthony Giddens, ce théoricien de la « troisième voie », maître à penser d'Anthony Blair, que Hobsbawm, qui n'occulte nullement ses propres engagements, appelle, et c'est tout dire, le « *Thatcher en pantalon* ».

Les questions de Polito sont alors le motif de nouveaux questionnements qu'impose Hobsbawm à son propre raisonnement. Celui-ci est lui-même relié, en permanence, aux processus historiques qui permettent, d'une part de l'éclairer, et d'autre part de tracer les chemins d'une prospective possible. Si, par exemple, les Etats-Unis sont aujourd'hui l'unique pays dans l'histoire en position de revendiquer une hégémonie mondiale, le XXI^e siècle sera-t-il pour autant américain ? Dans le contexte de la « globalisation », faut-il s'imaginer et craindre un monde qui ne soit plus régi par le système des Etats-nations ? Une autorité globale unique assurant une fonction politique et militaire peut-elle se mettre en place, et être efficace ? Les Etats vont-ils renoncer à contrôler et encadrer le développement du capitalisme trans-national ? Sommes-nous réellement entrés dans une ère de paix après l'effondrement du système bipolaire ?

Quelques exemples illustrent magistralement la démarche. Posant le cas de la Serbie et des Albanais du Kosovo, Polito s'étonne que la mondialisation, qui était « *censée annoncer la fin de l'Etat-nation* » voie resurgir ce dernier « *paré de justifications ethniques ou religieuses qui s'enracinent dans l'Histoire du Moyen Age* ».

Eric Hobsbawm commence par distinguer le concept d'Etat-nation issu de la Révolution française et en partie de la Révolution américaine, qui signifie « *Etat territorial au sein duquel la population – la Nation – détient un pouvoir souverain* ». Il s'agit là d'une définition politique et non ethnique et linguistique de l'Etat : « *c'est le peuple qui choisit son gouvernement et décide de vivre selon telle constitution et telles lois* ».

L'autre acception de l'Etat-nation est beaucoup plus récente, et renvoie à l'idée « *que tout Etat territorial appartient à un peuple particulier aux caractéristiques ethnique, linguistique et*

culturelle spécifiques ». Selon cette définition, une seule nation vit dans un Etat-nation ; les autres « sont des minorités installées au même endroit mais qui ne font pas partie de la nation ».

Il n'est pas indifférent qu'Eric Hobsbawm fasse le choix de la Serbie et surtout... d'Israël pour illustrer son propos sur ce deuxième type « d'Etat national », et surtout sur la naissance et la gestation du mythe national en nationalisme.

« *L'exemple auquel je pense, dit-il, et qui illustre bien le processus est le cas d'Israël. Il ne fait aucun doute qu'avant la fin du XIXe siècle, le mythe historique de l'expulsion de Palestine et le rêve du retour ne furent pas conçus comme un programme politique. En fait il se forma indépendamment du destin historique du peuple juif [...]. C'est seulement en 1967 que pour la première fois apparut, au sein de la religion juive, une tendance à accepter l'Etat d'Israël : les victoires successives lors de la guerre des six-jours semblaient à ce point miraculeuses qu'elles firent naître l'idée qu'on était entré dans la période de venue du Messie [...]. Israël, pas plus que le sionisme, n'a de base historique. Que du contraire ! C'est quelque chose qui va à l'encontre de toute l'histoire du peuple juif, de l'Empire romain jusqu'à la fin du XIXe siècle. La seule histoire dont Israël dispose pour s'autojustifier remonte à 2000 ans au moins. Tout ce qui est arrivé entre-temps est mis entre parenthèses, parce que ça ne légitime pas la fondation d'Israël ni les guerres que cet Etat a menées. La localisation du temple à Jérusalem s'est transformée en fait politique moderne, pour prouver que Jérusalem a toujours été le centre du judaïsme et donc la capitale du peuple juif (soit dit en passant, cela n'a pas beaucoup de sens de parler de capitale pour une période antérieure à l'Empire romain, mais c'est une autre question). En tout cas c'est ce que les juifs ont utilisé pour justifier non seulement la fondation de leur Etat, mais le choix de Jérusalem comme capitale. C'est plus ou moins l'argumentation reprise par les Serbes du Kosovo.* »

« *Voilà comment, ajoute Hobsbawm, une situation politique actuelle est justifiée par des événements qui n'ont rien à voir avec le présent, mais valaient six siècles ou deux mille ans auparavant et servent à remplacer tout ce qui s'est passé dans*

l'intervalle. On reconstruit de la sorte une histoire quelque peu héroïque et militante qui convenait à Israël en 1945, et convient à la Serbie aujourd'hui. »

Au passage l'historien rappelle les travers de l'archéologie et de la mythologie sélectives (l'archéologie israélienne, « qui fut, dès le départ très politisée, dit-il, a délibérément négligé tous les autres éléments de l'archéologie locale, pour se concentrer sur ce qui légitimait la fondation d'une idéologie nationale et patriotique ») en l'illustrant par « le rite – ou la cérémonie historique – de Masada » : « *Selon les archéologues nationalistes, Masada est le lieu où 900 juifs résistèrent aux Romains jusqu'au bout, jusqu'au suicide collectif. Cet épisode a été transformé en rituel national auquel tout jeune Israélien prend part et en un lieu où tous les touristes étrangers sont amenés. Un tel processus s'est construit en grande partie sur l'occultation de tous les autres aspects qui ne servaient pas l'objectif nationaliste.* »

Cette mise en perspective historique et la lecture critique (analyse de la Genèse, des mécanismes, des logiques d'un phénomène) qu'elle induit ne sont pas inutiles à l'heure où sont en cours des processus de paix accélérés, « *historiquement raisonnés* » et soumis aux raisons des rapports de force. Plus fondamentalement, la question est de savoir pourquoi de telles mystifications influencent et fascinent autant les populations. Outre le rôle des « élites éduquées » et de l'influence des reconstructions historiques dans l'éducation, Hobsbawm relève également le besoin humain de repères « *permanents* » et « *fondamentaux* », dont le « *désir est d'une importance énorme non seulement pour les individus mais aussi pour les communautés* », en particulier dans cette période de changement et d'insécurité constante que fut la dernière moitié du XXe siècle. Si ce « *besoin d'antériorité* » est peut-être une sorte de « *version profane de l'éternité* », les grands bouleversements dus à la mondialisation n'y sont pas étrangers, et encore moins le fait que cette mondialisation est à la conjonction de la dynamique d'hégémonie américaine et d'un capitalisme transnational caractérisé par une situation inédite : pour la première fois, parmi tous les facteurs de production, le besoin de

main-d'œuvre est en constante diminution « parce que, relativement parlant, les êtres humains ne produisent pas autant qu'ils ne coûtent ». De quoi déstabiliser encore plus la quête du... désir d'éternité.

Entre le « village planétaire », l'*Homo mundialis*, la guerre et la paix, et la problématique du déclin occidental, les questions de l'environnement et de survie de la planète, Hobsbawm consacre un chapitre de l'ouvrage à la... France. Est-ce fortuit ? Sans doute pas puisque cette partie de l'entretien lui permet à la fois d'analyser le rôle de la France dans le monde et sa spécificité. La France, dit-il, connaît une situation qui « a débouché sur au moins un résultat positif : [Elle] demeure la principale puissance occidentale fidèle au principe de l'intervention de l'Etat dans l'économie et la société, et le partisan le plus cohérent des traditions et cultures nationales contre l'uniformisation mondiale, autrement dit l'américanisation ». Il ne désigne pas moins les errements français, notamment ceux des intellectuels médiatiques ou encore des déficits de la recherche scientifique – qui sont pour lui autant de déceptions –, l'importance de l'axe franco-allemand dans la construction de l'Union européenne, les dangers d'une Europe qui s'élargit, favorisant des « votes irresponsables » qui risquent de la paralyser en renforçant ses aspects techniques alors que beaucoup d'Européens ne s'y sentent pas attachés par des liens de loyauté.

La question des inégalités mondiales occupe également un aspect important de la réflexion de l'historien. Ce sont ces inégalités qui marquent, en définitive, l'orée du XXI^e siècle.

Les mises en perspective historiques sont essentielles non seulement pour comprendre le mouvement de l'Histoire mais pour identifier les soubassements et les fondements à partir desquels s'orientent les dynamiques d'avenir des sociétés et des peuples. La colonisation est souvent invoquée comme un leitmotiv par certaines « élites » du tiers monde pour justifier leur propre carence, leurs complicités et l'étendue de leur corruption. Il n'en demeure pas moins que le poids de longs siècles de colonisation ou de domination continue de peser sur les destinées d'une partie importante de la planète. Les poids

et mesures de la colonisation sont à cet égard un outil essentiel d'évaluation. Non comme refuge imbécile de l'immobilisme ou de l'incantation, mais pour une meilleure répartition des responsabilités, historiques et contemporaines, et comme fondement historique de véritables politiques de développement. C'est à cette ouvrage, de la belle ouvrage, que s'est attelé Bouda Etemad, co-fondateur du Centre d'histoire économique internationale avec Paul Bairoch. Le questionnement des moyens et des techniques de domination peut apporter des réponses essentielles aux problèmes actuels des écarts de développement qu'aucune incantation néolibérale et encore moins la globalisation américaine ne pourra combler par magie. La connaissance précise de cette « possession du monde » n'est-elle pas le premier pas vers une « repossesion », d'une réappropriation de soi ? Ne s'agit-il pas là d'une question fondamentale à l'heure du nivellement factice du monde par les outils de contrôle communicationnels ?

Et ne l'est-elle pas, désormais, à l'heure de vérité de la très partielle repossesion palestinienne ? N'est-il pas temps de réclamer les comptes de la colonisation des « territoires » de Cisjordanie et de Gaza dont les transferts au profit de l'économie israélienne sont estimés à près de huit cent millions de dollars annuels depuis leur occupation en 1967 ? Pour reprendre l'expression d'Eric Hobsbawm, n'est-ce donc pas bien peu cher payé pour assouvir un... désir d'éternité ?

—RUDOLF EL-KAREH
août 2000

MOHAMMAD KHODAYYIR. *LE ROYAUME NOIR ET AUTRES NOUVELLES*. TRADUIT DE L'ARABE (IRAK) PAR GUY ROCHEBLAVE EN COLLABORATION AVEC KADHIM JIHAD. PARIS, ÉD. ACTES SUD, 2000, 139 p.

Lire ces nouvelles de Mohammad Khodayyir, non seulement dépayse le lecteur en le transportant sur des terres inconnues, mais aussi le dé-